



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/48/264/Add.3
4 octobre 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Quarante-huitième session
Point 33 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA REPRESENTATION EQUITABLE AU CONSEIL DE
SECURITE ET DE L'AUGMENTATION DU NOMBRE DE SES MEMBRES

Rapport du Secrétaire général

Additif

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
REPONSES RECUES DES ETATS MEMBRES	
Autriche	2
Belize	3
Ghana	5
Mongolie	8
Roumanie	9

AUTRICHE

[Original : anglais]

[20 septembre 1993]

1. Depuis la fin de la guerre froide, le rôle joué par le Conseil de sécurité dans le maintien de la paix dans le monde a très nettement gagné en importance. En sa qualité de membre non permanent du Conseil de sécurité en 1991 et 1992, l'Autriche a apprécié le nouvel esprit de coopération qui caractérise les relations internationales et qui a permis au Conseil de jouer un rôle crucial en rapport avec les fonctions et l'autorité qui lui sont conférées par la Charte des Nations Unies.

2. Compte tenu donc de l'importance croissante qu'a pris le Conseil de sécurité, il est essentiel qu'il puisse agir effectivement pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales. C'est pourquoi le Gouvernement autrichien estime indispensable d'examiner de façon approfondie la question de la représentation équitable au Conseil et de l'augmentation du nombre de ses membres avant de prendre des décisions. Pour préserver l'efficacité du Conseil, l'augmentation du nombre de ses membres tant permanents que non permanents devrait être limitée. Si de nouveaux membres sont choisis, il faudra respecter le rapport existant entre le nombre de membres permanents et non permanents tel qu'il est prévu à l'Article 23 de la Charte.

3. Les nouveaux membres permanents du Conseil de sécurité devraient être choisis en fonction de leurs contributions politiques, militaires et financières au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

4. Le nombre de problèmes auxquels le Conseil de sécurité a dû faire face ces dernières années a augmenté de façon spectaculaire. Par ailleurs, de plus en plus d'Etats Membres des Nations Unies contribuent aux forces militaires des opérations de maintien de la paix. Il semble évident que ces Etats participent au processus de prise de décisions du Conseil. Une approche possible, comme le prévoit l'Article 29 de la Charte, serait de créer des organes subsidiaires chargés de surveiller l'évolution des opérations de maintien de la paix les plus importantes. Les Etats qui fournissent des contingents pourraient, s'ils le désirent, être représentés dans ces organes. Etant donné que le Conseil de sécurité a autorisé le recours à la force dans un certain nombre d'opérations de maintien de la paix, comme il est prévu au Chapitre VII de la Charte, la participation des pays qui fournissent des contingents au processus de prise de décisions du Conseil répondrait, dans une certaine mesure, aux dispositions de l'Article 44 de la Charte.

5. Dans un souci d'efficacité, le Conseil de sécurité devrait également essayer de consulter plus activement, dans le cadre de certains conflits, les Etats intéressés qui ne sont pas membres du Conseil.

[Original : anglais]
[14 septembre 1993]

1. Nous nous félicitons que la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres ait acquis un rang prioritaire à l'ordre du jour de l'Assemblée générale. Nous sommes convaincus que, compte tenu de la volonté de progrès qui prévaut actuellement, l'Organisation réglera cette question à temps pour le cinquantième anniversaire de sa fondation.

2. A notre avis, dans sa résolution 47/62 du 11 décembre 1992, l'Assemblée générale définit deux objectifs frères : donner un caractère plus démocratique à la représentation et à l'attribution des responsabilités au sein du Conseil, et accroître le nombre de ses membres.

3. Dans le contexte de la démocratisation, le principe de la représentation équitable est qualitativement différent de celui de la répartition géographique équitable, qui est un des critères du choix des membres prévu à l'Article 23 de la Charte. On est en droit de supposer qu'il comprend entre autres facteurs :

a) La volonté des membres d'assumer les responsabilités financières et autres inhérentes aux activités exécutées dans le cadre du mandat du Conseil et aux conséquences des violations de la paix et de la sécurité;

b) La situation géographique et, en particulier, stratégique des Etats Membres, par exemple la proximité de certaines voies maritimes;

c) La réputation de bon jugement des membres, compte tenu des décisions que le Conseil est appelé à prendre;

d) La nécessité d'assurer la représentation "des grandes formes de civilisation et des principaux systèmes juridiques du monde" aux termes mêmes de l'Article 9 du Statut de la Cour internationale de Justice;

e) Le chiffre de la population et la nécessité d'assurer que les idéaux démocratiques des architectes de l'Organisation des Nations Unies porteront leurs fruits en veillant à ce que les pays les plus peuplés comme les pays moins peuplés se voient accorder l'importance qui leur revient.

4. Comme indiqué ci-dessus, le deuxième objectif de la résolution 47/62 est d'augmenter le nombre des membres du Conseil. Il ne faut pas perdre de vue, toutefois, que ce nombre ne doit pas être trop grand pour ne pas nuire à la souplesse de fonctionnement du Conseil.

5. On peut supposer qu'il sera fait état des deux objectifs mentionnés dans la résolution 47/62 dans toute révision de l'Article 23. Ces objectifs doivent s'appliquer, sans restriction, à la fois aux membres permanents et aux membres non permanents. Autrement dit, si un membre permanent ne répond plus aux critères fixés, il doit céder sa place.

6. On retiendra aussi à l'Article 23 les critères non exclusifs existants applicables à l'élection de membres non permanents, à savoir tenir "spécialement compte" de la contribution des membres candidats "au maintien de la paix et de la sécurité internationales et aux autres fins de l'Organisation, et aussi d'une répartition géographique équitable". Ces critères devraient continuer d'être appliqués avec souplesse et d'une façon réaliste qui tienne pleinement compte de l'évolution organique de l'Organisation comme le montre la transformation normative et doctrinale considérable des objectifs de l'Organisation énoncés dans la Charte, notamment à l'Article 2, à savoir :

- a) Egalité de droits et autodétermination des peuples;
- b) Désarmement, notamment dénucléarisation;
- c) Coopération internationale obligatoire dans les domaines économique, social, culturel, humanitaire et écologique;
- d) Droits de l'homme et libertés fondamentales dans les domaines susmentionnés.

7. Un de ces critères non exclusifs de l'Article 23 doit maintenant être considéré comme transcendant. Il s'agit du critère de la répartition géographique équitable. Comme le laisse entendre le Chapitre VIII de la Charte, ce principe englobe la coordination de l'action des organisations régionales avec les efforts déployés par le Conseil pour parvenir à un règlement pacifique ou faire appliquer des mesures. Ces organisations doivent désormais figurer dans la structure de l'Article 23.

8. Compte tenu de ce qui précède, nous proposons de modifier l'Article 23 comme suit :

- a) Le nombre total des membres du Conseil devrait être porté à 20 Etats;
- b) Le passage mentionnant les membres permanents dans le texte existant devrait être remplacé par une disposition limitant le nombre des membres permanents à huit ou neuf et spécifiant les catégories suivantes de membres :
 - i) Les Etats dont la population excèdent 800 millions d'habitants, c'est-à-dire à l'heure actuelle la Chine et l'Inde;
 - ii) Les Etats dont la population dépasse les 100 millions d'habitants et qui contribuent au moins dans une proportion de 6,5 % au budget de l'ONU : à l'heure actuelle, les Etats-Unis d'Amérique, la Fédération de Russie et le Japon;
 - iii) Les membres groupés par paires : deux pays voisins dont la population totale dépasse les 100 millions d'habitants et dont la contribution totale au budget de l'ONU est d'au moins 8,5 % pourraient être élus pour un mandat de deux ans renouvelable. Ces deux pays auraient par roulement (disons tous les trimestres) une seule voix et un droit de veto. Les combinaisons possibles dans cette catégorie sont la France et la Grande-Bretagne et l'Allemagne et l'un de ses voisins. La définition de "voisinage" s'étendrait au voisinage transocéanique, par exemple le Brésil et le Nigéria. Le nombre maximum de ces groupes de deux membres permanents serait limité, disons, à trois.

iv) Tout Etat qui est actuellement un membre permanent et ne répond pas aux critères des catégories i) à iii) ci-dessus conserverait son statut pour une brève période après l'entrée en vigueur de l'amendement;

c) Aucun membre permanent ne pourrait opposer son veto à une décision concernant une question dans laquelle les autres membres permanents ont estimé à l'unanimité qu'il avait un intérêt personnel;

d) Les membres non permanents seraient divisés en deux groupes :

i) Cinq membres régionaux représentant l'Afrique, l'Asie, l'Europe, l'Amérique latine et les Caraïbes et le Pacifique. Chaque membre, qui siégerait pour une période de deux ans, serait choisi par les Etats de la région. Les membres permanents seraient exclus des groupes régionaux et du processus de sélection;

ii) Sept ou huit membres, chacun élu pour deux ans.

GHANA

[Original : anglais]
[9 septembre 1993]

1. Depuis son indépendance en 1957, le Ghana a démontré sa foi et son engagement à l'égard de l'Organisation des Nations Unies, dernier espoir véritable qu'a l'humanité d'empêcher une guerre généralisée comme celle qui, par deux fois au cours du siècle, a infligé des souffrances sans nom. Les gouvernements successifs du Ghana n'ont pas manqué de s'acquitter des obligations financières, politiques, militaires et autres qui leur incombent à l'égard de l'Organisation pour aider celle-ci dans ses efforts visant à atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés dans la Charte.

2. La Charte des Nations Unies exprime la détermination des Etats Membres d'agir collectivement ou individuellement afin de maintenir la paix et la sécurité internationales. Il est certain que les forces alliées victorieuses durant la deuxième guerre mondiale l'ont conçue en tant qu'accord collectif multilatéral dans le but d'empêcher le retour d'un conflit généralisé. La nécessité d'une action rapide et efficace afin de couper court à toute agression ou menace à la paix et à la sécurité internationales doit avoir été une considération essentielle lorsque les Membres de l'Organisation, à l'Article 24, ont conféré au Conseil de sécurité la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Toute évaluation de la composition du Conseil doit donc nécessairement tenir compte de la dimension optimale de cet organe permettant de favoriser une prise de décisions efficace.

3. Un autre facteur qui a pu influencer considérablement sur la composition du Conseil de sécurité était la nécessité de donner tout leur poids aux décisions adoptées non seulement par la crédibilité et à l'égard de la capacité d'agir, mais aussi par l'efficacité de l'action entreprise. C'était aux cinq principales forces alliées détentrices de la puissance militaire et économique qu'il incombait de supporter au premier chef la lourdeur du fardeau. La Charte, comme le montre l'Article 53, considérait les Etats vaincus comme les Etats ennemis contre lesquels les alliés victorieux devaient agir collectivement pour empêcher l'éventualité d'une agression.

4. L'appartenance des cinq alliés au Conseil était donc cruciale pour la viabilité de celui-ci. Afin de favoriser le consensus entre eux, et probablement aussi pour décourager et prévenir tout affrontement militaire dans leurs rangs, l'Article 27 de la Charte stipule que les décisions du Conseil de sécurité sur toutes questions autres que les questions de procédure doivent être prises par un vote affirmatif des cinq membres permanents – ce qu'on appelle le droit de veto.

5. L'émergence de la guerre froide a radicalement modifié l'échiquier mondial à partir duquel la Charte avait été élaborée. Le droit de veto a été utilisé pour paralyser le Conseil sur la base de facteurs idéologiques. Au cours de cette période, les Etats ennemis au sens de l'Article 107 se sont alignés sur le plan idéologique et sont devenus Membres de l'Organisation en vertu des dispositions pertinentes de la Charte, notamment l'Article 4 au titre duquel ils ont été considérés comme des Etats pacifiques qui acceptaient les obligations de la Charte et qui, au jugement de l'Organisation, étaient capables de les remplir et disposés à le faire.

6. La fin de la guerre froide et la disparition de la distinction entre Etats alliés et Etats ennemis ont donné à la communauté internationale l'occasion de promouvoir la réalisation des buts et des principes de la Charte.

7. Le Gouvernement ghanéen estime que le Conseil de sécurité gagnerait en efficacité s'il était procédé à des réformes qui encouragent un sentiment général d'engagement ou de participation de la part de tous les Etats Membres.

Composition

8. On se rappellera que la nécessité d'assurer une représentation géographique et culturelle équitable au sein du Conseil de sécurité a été reconnue dès 1946 lorsque, sur la base d'un "gentlemen's agreement", les six sièges de membres non permanents du Conseil ont été répartis comme suit : deux pour l'Amérique latine, un pour l'Europe occidentale, un pour le Commonwealth, un pour l'Europe orientale et un pour le Moyen-Orient. L'augmentation du nombre de membres non permanents, qui est passé de 6 à 10 en vertu de la résolution 1991 A (XVIII) du 17 décembre 1963, a constitué une réaffirmation de la nécessité d'assurer une représentation géographique équitable.

9. L'Organisation des Nations Unies comprend actuellement 184 Membres, contre 51 en 1945 et 162 en 1963. Il est de toute évidence nécessaire d'élargir encore la composition du Conseil de sécurité afin d'assurer une participation plus large et plus représentative. Cette augmentation devrait toutefois être limitée par la nécessité de pouvoir assurer l'action rapide et efficace de l'Organisation, comme il est stipulé à l'Article 24 de la Charte.

Membres permanents

10. Le Gouvernement ghanéen estime qu'il était légitime et utile que les cinq principaux alliés victorieux soient membres permanents du Conseil. On constate qu'en raison de la disparition des forces alliées et des Etats ennemis au sens de l'Article 53, il est devenu inutile, périmé et probablement antidémocratique de conserver la qualité de membre permanent du Conseil. Le Gouvernement ghanéen juge néanmoins qu'il est bon de permettre aux titulaires actuels de continuer à bénéficier du statut de membre permanent. Le nombre de membres permanents devrait toutefois être augmenté afin de renforcer le sentiment d'égalité et de favoriser aussi la représentation équitable et l'équilibre global au sein de ce qui est devenu l'organe le plus important des Nations Unies.

Prise de décisions

11. Il est stipulé au paragraphe 3 de l'Article 27 de la Charte que les décisions du Conseil de sécurité sur toutes questions autres que les questions de procédure doivent être prises par un vote affirmatif dans lequel sont comprises les voix de tous les membres permanents du Conseil. Cette clause était compréhensible et probablement nécessaire durant l'après-guerre immédiat, lorsque les alliés victorieux devaient éviter de s'affronter militairement afin de concentrer leurs forces contre les Etats ennemis. Le Gouvernement ghanéen estime que cette clause n'a plus de raison d'être par suite de la fin de la guerre froide et de l'admission des Etats ennemis à l'Organisation. Ce qui est maintenant nécessaire, c'est de renforcer la légitimité des décisions du Conseil. Le Gouvernement ghanéen estime par conséquent qu'il conviendrait de revoir le paragraphe 3 de l'Article 27 afin de rendre plus démocratique le processus décisionnel du Conseil.

Transparence

12. Il est évident que la nécessité d'une action rapide et efficace du Conseil de sécurité, qui est inscrite dans la Charte, milite contre la participation universelle au processus décisionnel du Conseil, c'est-à-dire son ouverture à tous les Etats Membres en même temps. S'il est certain que le recours aux consultations officieuses a contribué à minimiser considérablement l'application du paragraphe 23 de l'Article 27, cette pratique a privé les non-membres du Conseil de la possibilité de participer aux discussions ou débats essentiels avant que les décisions ne soient prises. La manière dont sont actuellement annoncées les séances du Conseil rend également difficile aux non-membres de les suivre.

13. Compte tenu de ce qui précède, le Gouvernement ghanéen voudrait soumettre les propositions suivantes à l'examen de l'Organisation :

a) La composition du Conseil devrait être élargie et passer de 15 à 25 membres. Cinq d'entre eux seront les membres permanents actuels, les 20 autres se répartissant ainsi : six pour l'Afrique, cinq pour l'Asie, quatre pour l'Amérique latine et les Caraïbes, trois pour l'Europe occidentale et deux pour l'Europe orientale;

b) L'application du paragraphe 3 de l'Article 27 devrait être limitée à l'action visée au Chapitre VII de la Charte;

c) En raison de leur puissance économique et de leur capacité d'assumer des obligations accrues, l'Allemagne et le Japon devraient devenir membres permanents et se voir attribuer à ce titre l'un des sièges réservés à leurs groupes géographiques respectifs;

d) L'Afrique devrait se voir attribuer deux sièges permanents parmi les six sièges qui lui seraient réservés;

e) L'Amérique latine et les Caraïbes devraient se voir attribuer un siège permanent parmi les quatre sièges qui lui seraient réservés;

f) L'Asie, qui aurait déjà la Chine et le Japon comme membres permanents, devrait se voir attribuer un autre siège permanent parmi les cinq sièges qui lui seraient réservés;

g) Les détails concernant les questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil de sécurité devraient être publiés dans le Journal des Nations Unies, comme dans le cas de l'Assemblée générale;

h) Les rapports soumis par le Conseil de sécurité à l'Assemblée générale conformément au paragraphe 3 de l'Article 24 devraient être plus complets et plus analytiques, de manière à permettre à l'Assemblée d'accomplir les tâches qui lui incombent en vertu de l'Article 11 de la Charte.

14. Le Gouvernement ghanéen espère que l'Organisation des Nations Unies mettra à profit cette possibilité de démocratisation pour réformer le Conseil de sécurité de manière à renforcer son efficacité par la légitimation accrue non seulement de sa composition mais aussi de son processus décisionnel et de sa transparence.

MONGOLIE

[Original : anglais]
[30 août 1993]

1. Le Gouvernement mongol voit dans la résolution 47/62 adoptée par consensus par l'Assemblée générale l'expression de la volonté manifeste de la communauté des nations de faire du Conseil de sécurité un organe qui reflète fidèlement les changements fondamentaux de l'après-guerre froide, ainsi que l'augmentation spectaculaire des Membres de l'Organisation mondiale. Pour être efficace, toute réforme doit bénéficier du soutien de tous les Etats Membres et être conforme à la Charte des Nations Unies.

2. La raison d'être de toute cette opération doit être de rationaliser davantage les travaux du Conseil. Une augmentation proportionnelle des membres du Conseil, compte dûment tenu de la modification de la trame des relations internationales et de la nécessité d'une représentation juste et équilibrée, renforcerait considérablement la légitimité du Conseil, qui, aux termes de la Charte des Nations Unies, agit au nom de tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies.

3. La Mongolie est pour un élargissement limité du Conseil, tant pour ce qui est des membres permanents que des membres non permanents. Cela peut s'expliquer ainsi : d'une part, on assiste à l'émergence de nouvelles structures de pouvoir – des Etats à même de contribuer grandement aux activités de l'Organisation –; d'autre part, il serait également important que, dans la composition élargie du Conseil, les petits et moyens Etats soient bien représentés, dans la mesure où ils constituent la majorité des Membres de l'Organisation et ont en commun bien des préoccupations sur le plan politique et en matière de sécurité et de développement.

4. Une représentation régionale, plus juste et plus équilibrée, au sein du Conseil permettrait notamment d'en rehausser l'image et le prestige.

5. Etant d'avis que le droit de veto demeure pour l'instant inévitable, la Mongolie n'en estime pas moins qu'il ne faut pas en faire bénéficier d'autres membres permanents éventuels. En outre, l'idée de limiter le champ d'application du veto et d'exiger que, pour avoir effet, le veto soit exercé par au moins deux membres permanents, devrait faire l'objet d'un examen très attentif.

6. Le Conseil de sécurité pourrait gagner en efficacité si de nouveaux éléments étaient introduits dans ses travaux, tels que des consultations plus larges et plus approfondies avec les autres Membres, en particulier les Etats et organisations régionales directement intéressés par la question à l'examen, la transparence de ses travaux et l'établissement d'une collaboration effective avec l'Assemblée générale.

7. Les débats sur cette importante question ont beau être complexes et délicats, ils ne doivent pas traîner en longueur. Le cinquantenaire de l'Organisation pourrait être le moment de parvenir à une solution acceptable pour tout le monde.

ROUMANIE

[Original : anglais]
[17 septembre 1993]

1. Le Gouvernement roumain souscrit aux efforts visant à revitaliser et restructurer l'Organisation des Nations Unies et ses principaux organes, sans perdre de vue que la Charte des Nations Unies offre toujours d'énormes possibilités de renforcer l'Organisation et de l'adapter à l'évolution de la situation internationale.

2. Assurer le fonctionnement efficace du Conseil de sécurité en tant qu'organe collégial ayant la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, est une question hautement prioritaire. Tout débat ou toute proposition, dans ce contexte, y compris la proposition tendant à augmenter le nombre des membres du Conseil, doivent obéir à cet impératif. Tout changement doit être de nature à permettre au Conseil de s'acquitter des responsabilités qui lui sont conférées en vertu de la Charte des Nations Unies dans des conditions d'efficacité optimales.

3. La Roumanie partage l'opinion généralement acceptée selon laquelle les changements survenus sur la scène internationale ces dernières années ainsi que l'augmentation du nombre des membres de l'Organisation des Nations Unies sont des éléments importants du débat sur l'élargissement du Conseil de sécurité de façon à assurer une représentation équitable. Cela étant, l'élargissement du Conseil n'est pas une fin en soi, doit répondre à la nécessité pour le Conseil d'améliorer le processus de prise de décision et d'être à même d'agir à temps pour maintenir la paix et la sécurité. A cette fin, pour tenir compte à la fois des aspirations des régions et des pays à une représentation adéquate d'une part, et répondre à la nécessité pour le Conseil de réagir promptement et efficacement d'autre part, la Roumanie estime souhaitable un élargissement limité du Conseil de sécurité.

4. Compte tenu de leur potentiel, leur rôle et leurs contributions aux activités des Nations Unies, ainsi que des moyens dont elle dispose pour entreprendre des missions spécifiques en matière de maintien de la paix et de sécurité internationales, la Roumanie appuie la candidature de l'Allemagne et du Japon pour un siège permanent au Conseil de sécurité.

5. Il faut, lors de l'examen de la répartition des sièges au Conseil, tenir compte de tous les groupes régionaux reconnus au sein de l'Assemblée générale afin d'assurer une représentation équitable. Dans ce contexte, les aspirations et les intérêts des pays de taille moyenne ayant un rôle reconnu dans leurs

régions respectives doivent être pris en considération. Aussi la Roumanie est-elle en faveur de l'idée d'accorder un siège additionnel à chaque groupe régional, y compris le groupe des pays d'Europe centrale et orientale.

6. Les consultations et débats sur un sujet aussi important doivent être complétés par des mesures pratiques à caractère organisationnel et procédural, telles que la mise en place d'organes subsidiaires du Conseil de sécurité, conformément à l'Article 29 de la Charte, et l'instauration d'une coopération entre le Conseil, l'Assemblée générale et les organisations régionales.

7. Dans le cadre général d'un examen éventuel de la composition du Conseil de sécurité, le Gouvernement roumain estime qu'il serait opportun d'éliminer de la Charte des Nations Unies les dispositions caduques relatives aux "Etats ennemis" des Articles 53 et 107. A cette fin, il faut suivre la procédure établie par l'Article 108.

8. La Roumanie continuera à accorder une attention particulière à l'échange de vues et au débat sur la représentation au Conseil de sécurité, et à l'accroissement de son efficacité. Le Gouvernement roumain est disposé à apporter sa propre contribution à ce processus. De son avis, tout examen d'un éventuel changement dans la composition du Conseil de sécurité doit s'inscrire dans le contexte général du renouvellement et de la revitalisation du système des Nations Unies, et ce, sur la base d'un vaste consensus et d'une acceptation universelle par les Etats Membres qui procéderaient d'un processus d'examen méticuleux, responsable et constructif.
